

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur l'UMP, la politique gouvernementale et sur l'Union européenne, à Paris le 24 janvier 2009.

Mes chers amis,

Si je suis parmi vous aujourd'hui, c'est d'abord pour vous dire ma confiance, mon amitié et le besoin de votre soutien et de votre engagement.

Le président de la République n'est pas l'homme d'un parti. Il doit être l'homme de la nation, il a des devoirs envers tous les Français, qu'ils aient ou non exprimé leur confiance à sa candidature au moment de l'élection.

Mais pour accomplir ma tâche, j'ai besoin de votre soutien, de votre engagement, de votre ardeur, car notre pays doit affronter des difficultés immenses.

La crise que traversent tous les pays à travers le monde est sans précédent. Personne ne sait jusqu'où ira la crise bancaire mondiale, personne ne sait combien de temps durera la crise économique mondiale, mais il y a une chose dont nous sommes sûrs, c'est que cette crise est si profonde que, de cette crise, forcément, sortira un monde nouveau.

Le monde est en train de changer à une vitesse stupéfiante.

Nous devons changer aussi si nous voulons peser sur le monde du XXI<sup>e</sup> siècle.

Nous devons changer nos idées, nos comportements, nos mentalités et nos habitudes.

Nous ne pouvons pas rester immobiles. Nous ne pouvons pas rester repliés sur nous-mêmes.

Nous devons être ouverts, plus encore demain qu'aujourd'hui.

Ouverts sur l'avenir, parce que le rôle d'une formation politique, c'est de penser l'avenir et non pas de répéter le passé.

Nous devons être ouverts aux autres, et ne pas imaginer la politique comme on gèrerait une forme de patrimoine de catégories sociales qui seraient présumées nous faire confiance.

Nous devons être ouverts aux nouvelles idées, aux nouvelles propositions et ouverts à la critique de ceux qui n'ont jamais partagé nos combats et dont nous devons comprendre pourquoi ils ne se sont pas retrouvés hier dans les combats et les valeurs qui sont les nôtres.

Il faut nous battre pour les convictions qui nous unissent, au nom desquelles les Français nous ont fait confiance, mais il nous faut, au moins autant, le faire en acceptant la différence, en acceptant la diversité.

L'ouverture, le respect de la diversité, l'intérêt pour la différence : nous devons, désormais, porter ces valeurs.

La crise nous oblige à penser autrement, donc à nous remettre en question fondamentalement.

Je le dis à mes amis, à vous tous qui êtes ma famille : le sectarisme nous est absolument interdit. Et spécialement en France.

On ne répond pas au sectarisme de nos contradicteurs en étant soi-même sectaire.

La France a besoin de tolérance. Et justement parce qu'on défend ses convictions, on doit refuser le sectarisme, qui est l'arme des faibles.

Vous donnez aujourd'hui l'image d'une famille unie, ce qui vous donne les moyens d'affirmer que le monolithisme vous est interdit. Justement parce que vous êtes unis.

C'est parce que nous sommes unis que nous pouvons accepter, supporter, vivre, nous nourrir de nos diversités.

À tous ceux qui ne veulent pas changer, à tous ceux qui ne veulent pas comprendre ce qui se passe, vous avez, me semble-t-il, une responsabilité : donner l'exemple de la tolérance, de l'ouverture, du rassemblement.

Naturellement, c'est difficile. Naturellement, c'est exigeant. Mais c'est tellement nécessaire, si l'on veut que les Français se remettent d'abord à respecter la politique et ensuite à l'aimer. Avec le Premier ministre, François Fillon, nous avons voulu un gouvernement d'ouverture. Et, vingt mois après, j'espère que chacun a compris que ce n'était pas une opportunité politique, mais l'expression d'une conviction au service d'une obligation, celle du rassemblement. Rassembler ceux qui sont ses amis, c'est bien - d'après ce que je vois, ce n'est pas donné à tout le monde -, mais ce n'est pas suffisant. Nous avons une autre ambition.

Je sais parfaitement que chacun, avec ses sensibilités, ses traditions, ses histoires si différentes, doit faire un effort pour que cette diversité soit une force et pour que chacun comprenne que la France, pour se moderniser, a besoin d'une formation politique populaire, majoritaire, qui ne se tourne pas vers le passé en ressassant des vieilles haines et des vieilles querelles, mais qui se tourne vers l'avenir, avec la volonté de rajeunir, de renouveler, de diversifier et de rassembler. Et au fond, ce que vous avez donné, ensemble, comme image, c'est l'image d'hommes et de femmes responsables, qui ne doivent pas donner le spectacle de leurs divisions à une France, par ailleurs, inquiète de la situation du monde.

Et je voudrais tout particulièrement remercier Jean-Claude Gaudin qui a accepté la lourde responsabilité d'animer le Comité de la majorité présidentielle, qui sera l'expression de notre diversité. Je voudrais vous dire que c'est un ami fidèle, qui fait honneur à notre famille politique, en même temps qu'il est le maire de Marseille.

Je voudrais remercier Patrick Devedjian pour le travail considérable qui a été le sien et lui dire qu'il y a forcément meilleur cadeau que celui de lui avoir demandé de me succéder.

Je voudrais remercier tout particulièrement également Xavier Bertrand.

Et je voudrais d'ailleurs dire aux Français qu'avec le Premier ministre nous avons bien des tâches difficiles à effectuer et, parmi celles-ci, essayer de constituer une équipe en réfléchissant à celles et ceux qui pourraient être le plus utile à notre pays, à nos convictions, à nos valeurs, au moment où nous sommes, et essayer de faire en sorte que chacun puisse donner le meilleur de soi-même, sans être humilié ou sans être blessé, dans un monde politique, par ailleurs, si souvent et si inutilement cruel.

Je voudrais dire que c'est un exemple pour notre mouvement politique que Xavier Bertrand ait été enthousiaste à l'idée d'être secrétaire général de notre famille politique - tâche ô combien éprouvante et rude -, en acceptant de quitter la tâche par ailleurs passionnante de ministre dans le gouvernement de François Fillon.

Que cet exemple serve à chacun. Avant de demander à sa famille politique, on doit être capable de lui donner.

Et je pourrais remercier bien d'autres personnes, le faire du fond du coeur : Pierre Méhaignerie, qui va maintenant réfléchir et travailler sur le projet qui est le nôtre comme délégué général et Jean-Louis Borloo, qui a accepté - et je l'en remercie, parce que nous avons besoin de lui - de prendre toute sa place dans l'équipe de notre famille politique et Michèle Alliot-Marie, qui l'a accepté, elle aussi et Jean-Pierre Raffarin, qui va conduire, avec Brice, notre famille.

Que les choses soient claires, là aussi : ce n'est pas mon travail de faire cela, je le sais. Mais moi, j'essaie de ne pas être hypocrite : si vous n'aviez pas réussi à vous rassembler, si vous vous étiez divisés, j'ai une petite idée d'à qui on l'aurait reproché...

Si nous avons donné, dans notre famille, le même spectacle que celui qui a été donné dans d'autres familles politiques, j'ai une petite idée de l'accablement qui aurait été celui des Français, y compris ceux qui ne se reconnaissent pas en nous, à voir une autre grande famille qui a vocation à gouverner la France, et qui le fait, donner le spectacle, pardon de le dire, un peu misérable de gens qui se divisent, qui se critiquent, qui se détestent.

Que les autres ne m'en veuillent pas mais pour moi, qu'une famille politique comme la nôtre soit capable d'être enthousiaste parce qu'un homme qui vient d'ailleurs, comme Éric Besson, devient

secrétaire général adjoint de notre famille, c'est la plus belle preuve d'ouverture, de diversité et de recherche de la meilleure équipe possible.

Quelle famille politique serait capable d'accepter un choix d'ouverture aussi prononcé ?

Mes chers amis,

J'ai le souvenir d'une époque qui n'était pas une bonne époque pour la famille gaulliste, l'époque qui suivait toute cette aventure exceptionnelle qui avait été celle du général de Gaulle, de Georges Pompidou, de Jacques Chirac, avant même que Jacques Chirac ne l'emporte, où, dans notre famille, au nom du gaullisme, on demandait à chacun de combien d'années d'ancienneté il bénéficiait pour avoir le droit de pouvoir dire un mot.

Cette stratégie avait conduit à la défaite parce que naturellement, on n'est jamais assez légitime, jamais assez fidèle, jamais assez pur pour incarner un courant politique dont les gardiens du dogme s'érigent en censeurs absolus.

La famille politique qui est la vôtre doit pratiquer cette ouverture, cet appel aux nouvelles générations à la représenter. Et nous aurons, me semble-t-il, gagné le jour où, dans toutes les catégories sociale et dans toutes les régions de France, les femmes et les hommes pourront se reconnaître dans notre discours, dans notre pratique.

Et indépendamment de l'ouverture aux femmes et aux hommes, je voudrais qu'on s'ouvre aussi à des valeurs nouvelles. Les valeurs qui sont les nôtres, celles de la droite républicaine et du centre, le travail, le mérite, l'effort, la responsabilité, la nation, l'ordre républicain, nous devons les enrichir d'autres valeurs qui pourraient tout autant être les nôtres, que nous devons faire nôtres parce que d'autres familles politiques les abandonnent.

Je pense à la place des ouvriers et des usines dans le débat économique français. Ils ont été oubliés, ils ont été abandonnés. Et c'est la raison pour laquelle tant d'ouvriers, désespérés, se sont tournés vers le vote extrême, qu'ils soient de droite ou de gauche et ce qui est important, c'est qu'il est extrême et la France n'a pas besoin d'un vote extrême.

Nous devons nous ouvrir, dans nos projets.

Bien sûr, la modernité, bien sûr.

Mais l'identité ouvrière, l'identité industrielle, le respect du travail, qui font partie de nos valeurs traditionnelles, ne doivent pas nous faire peur pour employer un autre vocabulaire, celui des travailleurs. Ce mot a été abandonné par les autres, parce qu'ils ont abandonné le travail.

Quand on ne respecte pas le travail, on ne parle plus des travailleurs, on ne parle que de statuts : c'est une erreur politique majeure dans un pays comme le nôtre.

Dans la crise que nous traversons, la question de la justice doit revenir au cœur du débat politique français. Pas simplement sous le thème de l'égalité, du nivellement, parfois d'un brin de jalousie.

La question de la justice.

La question de l'humanité.

Faire preuve de compréhension et d'humanité quand les gens souffrent.

La question de la solidarité.

Il n'y a aucune raison que nous ne prenions pas à notre compte ces valeurs-ci, qui sont essentielles pour maintenir la cohésion nationale de notre pays.

Lorsque avec Christine Lagarde nous avons reçu un certain nombre de responsables de grandes banques, ce n'était pas pour stigmatiser un métier noble, nécessaire.

Je pense aujourd'hui à tous ces employés de banque qui font très honnêtement et très professionnellement leur métier et qui ne méritent pas d'être assimilés à des comportements scandaleux, dont eux-mêmes ont été les victimes, dont ils paieront les conséquences, soit en termes d'emplois, soit en termes de salaires. Ils ne doivent pas être emportés dans un opprobre généralisé.

Mais, quand nous demandons à des grands dirigeants de banque de respecter le sentiment des Français qui ont été choqués, nous ne le demandons pas pour stigmatiser une profession, mais pour que chacun comprenne qu'il ne peut pas y avoir des efforts demandés au bas sans qu'il y ait des efforts demandés en haut.

J'assume la cohérence absolue d'une semaine où le gouvernement demande à des dirigeants de grandes banques de renoncer à des bonus, de renoncer à récompenser avec l'argent public des actionnaires pour privilégier les fonds propres, et où a été stigmatisé le comportement irresponsable d'une organisation comme Sud, qui a pris en otage des usagers du service public qui avaient le droit d'être respectés.

C'est la même égalité.

C'est la même justice.

C'est la même fraternité.

Et c'est la même équité.

Je dirais : ce sont les mêmes valeurs.

Mes chers amis,

Pour en terminer sur ce point, bien sûr, à partir du moment où l'on affiche cette volonté de se rassembler, se pose la question « la diversité, oui, mais est-ce que le débat aura lieu ? ».

Le débat est consubstantiel.

On ne va pas dans un parti politique pour arrêter de penser, de réfléchir.

On ne va pas dans un parti politique juste pour applaudir un discours.

Quel serait l'intérêt pour vous de représenter un parti politique où il n'y aurait pas d'idées neuves, pas d'idées qui dérangent ou même souvent pas d'idées du tout ?

C'est d'ailleurs une réflexion à laquelle je voudrais vous appeler : à quoi sert un leader ? à quoi sert un chef ? à quoi sert un animateur ?

Il y a deux conceptions. La plus répandue, celle qui consiste à dire « je ne pense pas comme ceux que je représente, mais, comme je ne peux pas les convaincre de changer d'idées, je vais donc les suivre. »

Honnêtement, cette conception-là n'est pas spontanément la mienne.

Et je m'en explique : la seule légitimité d'un leader, d'un chef, ce n'est pas simplement de gagner, c'est trop court £ c'est de permettre à une famille politique de faire triompher ses idées sans que cette famille politique se caricature.

Dans toute famille politique, dans tout courant politique, dans tout débat politique, il y a toujours le risque d'aller un peu trop loin, et c'est la caricature de ses valeurs.

Cher François, dans ma famille politique - et ici on se connaît depuis longtemps - j'ai toujours pris le risque d'y être minoritaire momentanément, pour lui faire comprendre que ce n'est pas grave d'être minoritaire si on est sincère avec ses convictions, pour faire évoluer cette famille politique. Parce que si, à la place où je suis maintenant, je ne dois prendre que des décisions qui font spontanément l'unanimité, cela veut dire que ce sont des fausses décisions et que je les prends trop tard.

Parce que forcément, dans le monde qui bouge et dans un pays comme le nôtre, si on veut être au rendez-vous de l'Histoire, on doit à un moment donné prendre le risque d'être un peu en avance.

Franchement, je ne voudrais pas être désagréable avec qui que ce soit, mais j'ai l'impression que tout le monde a eu l'idée de supprimer la publicité sur la télévision publique, puisque maintenant je ne vois plus personne, ni à droite, ni à gauche, qui aurait l'idée saugrenue de demander le rétablissement de la publicité sur les écrans de la télévision publique.

Nous l'avons voulu. Il y a eu la commission Jean-François Copé. Je remercie d'ailleurs Jean-François pour son action courageuse et celle du son groupe £ je remercie également Henri de Raincourt.

Mais vous voyez, c'est l'exemple typique : tout aurait dû conduire à ce qu'on ne le fasse pas. La crise et tous les spécialistes qui disent « c'est pas le moment ».

C'est d'ailleurs la phrase la plus usitée dans notre pays.

Ce n'est jamais le moment ! La plupart du temps, c'est trop tôt. Et immédiatement, c'est trop tard.

Mais avec ça, on ne sert pas son pays.

Avec ça, on est comme un bouchon de liège sur la mer déchaînée.

Avec ça, on ne fixe pas un cap.

avec ça, on ne construit pas un cap.

Avec ça, on ne construit pas un destin pour une nation.

Regardez l'Histoire du XXe siècle et notamment de la seconde partie du XXe siècle, de tous ceux qui sont nos références, qui structurent notre courant de pensée : après chaque grande décision - celles qui restent, celles qui ont marqué, ont créé le débat, ont suscité le débat, ont créé parfois la polémique -, c'est toute la famille politique et tout le pays qui se trouvent rassemblés.

Je vous le dis parce que nous ne devons pas craindre le débat.

Nous ne le craignons pas au gouvernement, cher François. Nous avons eu des débats au gouvernement. Je vois parfois des gros titres « Ils ne sont pas d'accord ! » Ah bon ?...

Vous rendez-vous compte de la complexité des problèmes que les ministres, le Premier ministre et moi-même devons affronter ?

Ça devrait rassurer beaucoup de gens qu'on ne soit pas systématiquement, automatiquement d'accord sur des sujets où il faut inventer de nouvelles voies, de nouvelles règles, de nouveaux comportements.

Jean-Louis Borloo ne m'en voudra pas de rappeler toute la difficulté que nous avons eu à faire triompher l'idée du bonus et du malus, dont j'admets bien volontiers que, dans un contexte politique différent, elle ne s'imposait pas de la même manière et avec la même urgence.

La question du Grenelle de l'environnement, qui portait une politique industrielle et qui porte toujours une ambition nucléaire, pour arriver à ce que notre famille politique soit crédible sur les dossiers environnementaux, a demandé un effort d'adaptation, des prises de risques, des changements de priorités, une appétence à comprendre les enjeux.

Est-ce que vous croyez qu'on aurait pu résoudre ces questions, si on s'était tourné simplement vers le passé ?

Et, bien sûr, chemin faisant, nous avons dû accepter cette idée de faire taire pendant quelques jours, quelques semaines, quelques réunions, des oppositions entre nous qui n'avaient rien de personnel, qui étaient légitimes, parce que les sujets ne sont pas si simples.

Quand il a fallu changer complètement, pour obtenir la baisse des prix, la question de l'urbanisme commercial, de la négociabilité des prix, quand il a fallu, avec Jean-Pierre Raffarin, Luc Chatel et d'autres, que nous nous mettions autour de la table pour obtenir des réponses communes, naturellement que nous avons débattu entre nous.

Bien sûr que le pays, et pas simplement nous, a besoin que vous débattiez.

Et personne ne vous le reprochera.

Soyez la formation politique qui débat le plus librement possible.

Y compris sur la question de l'adaptation du travail le dimanche. Quel est le problème de débattre de ce sujet ? Le grand problème serait de ne pas en débattre.

J'ai porté ces idées dans le cadre de la campagne présidentielle et je reste convaincu que la France ne souffre pas de trop de travail, mais de pas assez de travail, et qu'il faut aller chercher les réserves de croissance partout où elles se trouvent.

Que des parlementaires, que des amis aient un sentiment différent, où est le drame ?

Où est le problème, à partir du moment où chacun est de bonne foi et où chacun comprend que, dans le monde qui vient, on va devoir inventer ?

Au fond, pour rassembler, on a l'option de ne heurter personne, de ne prendre aucun risque.

C'est l'option du plus petit dénominateur commun, celle du consensus mou, celle qui conduit à l'immobilisme et à l'attentisme.

C'est une façon de faire de la politique qui consiste à ne pas en faire.

Ce n'est pas celle que je vous recommande, parce qu'elle est mortelle et qu'elle n'est pas conforme à la dernière élection présidentielle, où 83 % des Français se sont déplacés pour déposer un bulletin dans l'urne. Ces Français-là, qu'ils aient ou non voté pour moi, ils ont dit : « votre devoir, c'est de faire de la politique, de la vraie politique, de la grande politique, avec des convictions et des prises de risques ».

Mes chers amis,

La passion d'agir, la passion de décider, la passion de faire, après tant d'années de vie politique,

je l'ai toujours

J'ai toujours autant envie de changer les choses. Je me sens toujours aussi enthousiaste à l'idée - et ce n'est pas très raisonnable - de tenter de résoudre des problèmes. Et plus les problèmes sont difficiles, plus je trouve que c'est passionnant.

Franchement, nous avons rendez-vous avec l'Histoire.

J'ai vu des commentaires qui ont été faits, qui indiquaient : « ah vraiment, il n'a pas de chance, ce n'est pas le moment de devenir président de la République ! ». C'est vrai, ce n'est pas forcément l'année.

Et pourtant !

Quel président de la République, quel Premier ministre, quel ministre, quel parlementaire, quel responsable, quel militant politique ont eu autant de chances que nous en avons de devoir réinventer, du lundi au dimanche, parce que tous les codes sont à réinventer ?

Quels sont les responsables qui pourront dire un jour : « on s'est trouvés en situation de responsabilité à un moment où personne, parmi les experts, ne fixait la route, parce qu'aucun expert n'avait connu une crise de cette nature » ?

Il y a deux façons de faire, là aussi.

Soit on part en courant, en disant : « c'est trop difficile » et, pour les plus courageux : « on attend que ça passe ».

Soit on comprend qu'une situation de cette complexité n'est pas l'affaire des experts, mais des responsables politiques qui doivent en permanence faire la synthèse entre des valeurs fondatrices, celles de l'efficacité et celles de la solidarité, pour trouver les voies et les moyens pour sortir le navire France de la tempête où il se trouve avec les autres pays et l'amener à bon port.

Ça ne sert à rien de dire que c'est difficile.

Et d'ailleurs c'est moins difficile pour les responsables que pour ceux qui subissent la crise. Et donc nous n'avons, en aucun cas, à nous plaindre de cette difficulté.

Nous avons à prendre les bonnes décisions au bon moment.

Et, là encore, je veux débattre avec mes amis politiques. Certains ont été choqués que je dise, tout de suite, dès Toulon, comme je l'avais dit d'ailleurs pendant la campagne présidentielle : « Il faut refonder le capitalisme. »

Certains m'ont dit : « Mais tu n'y penses pas ! Tu trahis l'économie de marché ! »

Mais avec une crise de cette nature, si certains pensent qu'il faut simplement ravalé la façade, c'est qu'on n'a pas la même analyse de la gravité de la crise.

J'ai toujours pensé que cette crise était grave et, quand une crise est grave, on ne ravale pas en surface la façade, on la refonde.

Et si nous ne sommes pas les artisans de la refondation du capitalisme, alors nous ouvrirons un boulevard à ceux qui sont les adversaires de l'économie de marché et qui porteront un nouveau totalitarisme. C'est pour cela qu'il nous faut refonder le capitalisme.

Mais, franchement, s'il faut nous séparer de ceux qui, au nom de nos idées, les ont perverties, c'est une séparation qui ne nous fera pas de mal.

Ça fait trop d'années qu'un petit nombre de comportements irresponsables donnent une idée détestable d'idées fortes qui sont les nôtres.

Nous n'avons pas à être l'otage de ces comportements irresponsables.

Peut-être d'ailleurs que nous avons eu la faiblesse de ne pas nous en séparer suffisamment tôt.

Nous sommes pour un capitalisme d'entrepreneurs. Nous n'avons rien à voir avec les spéculateurs.

Nous sommes pour une société où l'effort, le travail, le mérite, l'initiative, l'intelligence sont récompensés. Nous n'avons rien à voir avec un système où les profiteurs gagnent, y compris quand ils ont pris des décisions qui font perdre. Ça, ce n'est pas le système qui est le nôtre.

Et j'en viens à la question fondamentale de l'Europe.

Parce qu'on est au coeur, avec l'Europe, de tout ce que je viens de dire.

Puisque l'Europe, c'est quoi ? C'est la synthèse de toutes les valeurs que nous portons dans notre

nation et que nous voulons maintenant partager avec nos partenaires européens et dont nous avons l'ambition de faire en sorte qu'elles deviennent européennes et portent l'organisation du monde nouveau. On est au coeur !

L'Europe n'a de chance d'exister pleinement que si elle donne de l'espoir, si elle est une promesse.

L'Europe comme la gestion d'un système abscons que plus personne, pas même les spécialistes, ne comprend, cette Europe-là n'a que le risque de se désagréger.

Et d'ailleurs - fantastique ! -, quand les peuples disent non, on n'a pas le droit de dire que les peuples ont tort.

Il faut se demander : « mais pourquoi ont-ils dit non ? ».

J'ai fait campagne pour le oui. Je dirigeais notre famille politique à l'époque, je vous ai proposé de voter oui. Le peuple a dit non.

C'est trop facile de dire le peuple a tort, parce que ça fait faire l'économie d'un travail considérable.

Pourquoi a-t-il dit non ?

Je l'affirme : il n'a pas dit non seulement en fonction d'un contexte politique national. Il a dit non également en fonction de l'idée qu'il ne comprenait plus l'Europe qu'on était en train de construire.

Et nous savons tous que le refus de la Constitution européenne n'était que le signe le plus visible d'une profonde et durable crise de défiance envers l'Europe, qui depuis longtemps gagnait les âmes et les coeurs des Européens.

C'est trop facile de dire : « non, non, c'est parce que la situation politique et économique n'était pas bonne ». Oui, oui, bien sûr...

Avec ça, nous ne regardons pas le non néerlandais, le non français, le non irlandais.

Moi qui ai toujours voté oui, ces non m'interpellent.

On n'a pas fait l'Europe pour que les gens disent non.

Tous ceux qui aiment l'Europe avaient bien compris qu'ils devaient prendre au sérieux ce non de deux peuples fondateurs, de deux peuples qui avaient toujours fait le choix de l'Europe. Dans ce non, il y avait une angoisse, il y avait une déception d'une Europe qui était, aux yeux des Européens, devenue indifférente aux difficultés de leurs vies et qui assurait la promotion de valeurs qui n'étaient plus les nôtres.

Le marché, la concurrence n'étaient plus un moyen, mais une fin en soi.

Jacques, tu te souviens très bien, quand il a fallu se battre pour Alstom. D'accord pour se battre entre responsables politiques, pour débattre. Mais là, ce n'était pas entre responsables politiques, c'était avec des gens que je ne connaissais pas, dont la légitimité ne s'imposait pas.

Et ce que nous ressentions nous, les dirigeants, le peuple le comprenait intuitivement.

Il était urgent, là aussi, en Europe, de refaire de la politique.

J'ai pris mes responsabilités en annonçant, trois jours avant le deuxième tour, que je ne proposerais pas de référendum aux Français. Je l'assume !

Pourquoi ? Parce que, quand la France dit non en Europe, les conséquences sont considérables.

Bien sûr, la France s'est trouvée mise de côté en Europe, mais l'Europe s'est trouvée immobile.

Il fallait débloquer la situation. C'est ce que nous avons fait, avec le traité de Lisbonne.

Il va falloir se battre pour l'emporter en Irlande.

Je sais que j'avais fait un petit peu débat quand j'avais dit à nos amis irlandais qu'ils devraient revoter, mais je leur dirais, de la même façon, que c'est toute l'Europe qui s'est portée à leurs côtés quand leurs banques ont failli être emportées par la crise financière.

Toute l'Europe ! Pas un n'a manqué !

Et quand la Hongrie a failli être emportée, c'est toute l'Europe qui s'est trouvée au côté de la Hongrie. Et qui peut penser, y compris un pays comme l'Allemagne ou la France, que seuls on pourrait s'en sortir ?

Mes chers amis,

Après six mois de présidence française de l'Europe, je suis convaincu que ce qui a manqué à l'Europe, c'est une grande ambition

l'Europe, c'est une grande ambition.

Pourquoi voudriez-vous que vingt-sept gouvernements renoncent à défendre des intérêts nationaux, si on ne leur propose pas une ambition qui transcende ces intérêts nationaux ?

Je me souviens de mon premier conseil européen comme président de la République.

Le communiqué qui est sorti faisait trente-deux pages. Honnêtement, je n'ai pas tout lu, parce qu'à la troisième page je ne comprenais déjà plus ce qu'on avait voulu dire.

D'ailleurs, on m'avait indiqué que je trouverais, en rentrant dans la salle des chefs d'État, le texte préparé par d'autres, et que nous avions le droit de mettre une virgule par-ci, un point d'exclamation - non, pas un point d'exclamation : un point d'interrogation, ne prenons pas de risques - par-là !

Nous avons travaillé jusqu'à trois heures du matin, et franchement j'étais bien incapable de résumer ce qu'on nous avait demandé de faire.

Cette Europe-là est condamnée, de même qu'est condamnée une Europe qui connaît le conflit en Bosnie, c'est-à-dire sur le continent européen, et qui s'en remet totalement à nos amis Américains pour régler un conflit qu'elle est incapable d'assumer.

Cette Europe, c'est une Europe de la démission.

Quand s'est posée la question de la crise en Géorgie, nous nous sommes dit, avec toute l'équipe autour de François : « ça ne va pas recommencer » !

C'est à l'Europe de jouer la carte de la paix, parce que c'est à l'Europe de prendre en main ses affaires. En accord avec les Américains, qui sont nos alliés et nos amis.

Et quand il s'est agi de faire l'Union pour la Méditerranée, la guerre à Gaza n'avait pas commencé, avec Bernard Kouchner nous nous sommes battus pourquoi ? Pour le sommet de l'Union de la Méditerranée à Paris où, pour la première fois, tous les pays arabes de la Méditerranée se sont retrouvés assis autour d'une table. Avec Israël assis autour de la même table, pour la première fois !

Et quand nous avons eu à construire l'équipe, nous avons désigné un secrétaire général adjoint palestinien et un secrétaire général adjoint israélien. C'est l'Europe qui l'a permis.

Est-ce que ce n'est pas nécessaire aujourd'hui ? Est-ce que ce n'est pas indispensable aujourd'hui ?

Et quand le conflit à Gaza a explosé - peu m'importe les plaisanteries, les quolibets des éternels sceptiques, ceux qui savent toujours tout et surtout qui ne veulent jamais rien faire -, bien sûr, moi, je suis parti au premier sommet de Charm El-Cheikh. On a dit : « mais qu'est-ce qu'il va faire là-bas ?... Ah bon... »

Eh bien, moi, je pense que le conflit entre Palestiniens et Israéliens, ce n'est pas seulement un conflit régional, c'est un conflit qui a des conséquences mondiales et qui peut avoir des conséquences très graves en France. Donc, la France doit participer à la construction de la paix, à Gaza et entre les Palestiniens et les Israéliens.

Ce n'est pas l'affaire des autres.

Et je me réjouis que le Président Obama ait envoyé un émissaire et je me réjouis que les Américains veuillent participer à la paix.

Et je le dis, parce que je le pense au plus profond de moi-même : l'Europe doit être un pont qui empêchera le drame que représenterait un affrontement entre l'Orient et l'Occident.

C'est l'Europe qui doit porter ce message et à l'intérieur de l'Europe, c'est la France qui doit le faire vivre.

Au deuxième sommet de Charm el-Cheikh, j'étais très heureux d'être avec Angela Merkel, Silvio Berlusconi, José Luis Zapatero, le Président Topolaneck, Gordon Brown : nous avons obtenu, ce jour-là, le double cessez-le-feu.

Si l'Europe ne s'en était pas occupée, qui peut dire que ça se serait arrêté ?

Quand l'Europe veut, l'Europe le peut.

Le problème, c'est que l'Europe, depuis tant d'années, ne le veut plus.

Ce n'est pas qu'elle ne le peut pas, c'est qu'elle ne le veut pas. C'est ça, le problème !

Et je veux dire à Michel Barnier ma reconnaissance. Sa vie politique a toujours été marquée par

un engagement européen, à un moment où c'était moins facile et moins à la mode, à un moment où notre famille politique - celle à laquelle nous appartenions à l'époque, François - avait tenté une politique qui n'était pas enthousiaste de l'Europe. Michel a assuré notre crédibilité à cette époque-là.

Et je veux dire que c'est un formidable animateur pour la campagne pour les élections européennes et qu'on a bien de la chance qu'il ait accepté de jouer ce rôle dans notre famille politique.

Je veux dire qu'ils vont faire dans la région capitale - 12 millions d'habitants - , avec Rachida, le plus formidable tandem complémentaire que la vie politique française ait connu depuis longtemps.

Je veux dire à Rachida une autre chose : il y a ceux qui adorent parler de la diversité sans jamais la faire vivre, innombrables.

Avec François Fillon, nous avons constitué un gouvernement où la diversité, comme on dit, est bien représentée. Ce n'est pas difficile à faire : il suffit d'une décision, de deux personnes dans un bureau. Quand on a la chance d'avoir des personnalités comme Rachida, ce n'est pas très difficile de le décider.

Mais la décision d'une formation politique de mettre à la tête de la première région de France, par le nombre de millions d'habitants, Rachida et Michel, est proprement historique.

Aucune autre formation politique n'a osé jusqu'à présent le faire. Et je suis très fier que ce soit la droite républicaine et le centre qui le fassent.

J'ajoute que la vie d'un gouvernement, et j'en sais quelque chose, c'est fait de départs et de retours.

Il m'est arrivé de partir, je veux le dire aux deux, dans des conditions moins amicales que celles qui vous sont réservées.

Mais, là aussi, je veux le dire aux Français, bien au-delà de notre famille politique : qu'est-ce que c'est que cette attitude qui consisterait à dire que l'Europe, ce n'est pas ce qu'il y a de plus important pour l'avenir de notre continent ?

Des siècles d'affrontements et de guerres, quelques décennies pour créer la paix...

Est-ce que vous croyez vraiment qu'on peut continuer à faire de la politique en ignorant l'Europe ?

En ignorant le Parlement européen qui est devenu un lieu de pouvoir incontournable ?

En ignorant la Commission européenne ?

La France a mieux à faire que de la critiquer. La France a à travailler avec elle, pour essayer de construire des solutions de compromis.

Voilà comment la France redevient influente en Europe : en envoyant les meilleurs au Parlement européen, et en s'abstenant de critiques démagogiques sur la Commission.

J'ajoute, pour être sûr d'être bien compris, qu'une famille politique est faite de combattants et de combattantes. Elle est faite de gens qui aiment le combat, qui aiment convaincre, prendre des risques.

C'est peut-être ce qui fait la différence entre nous et une célèbre école qui forme les grands fonctionnaires de la République : c'est que la prise de risques est dans nos gènes.

Je veux dire que, dans notre famille politique, j'ai plus de respect, d'amitié et de reconnaissance pour ceux qui conduiront le combat que pour ceux qui suivent le combat des autres.

Parce que, quand il faut gagner, on n'a pas besoin de suiveurs, on a besoin de gagnants.

Et, croyez-moi, ça doit être une règle dans toutes vos régions, dans tous vos départements, dans toutes vos circonscriptions.

Choisissez des élus, choisissez des responsables qui ont envie, qui y croient.

Je ne crois absolument pas à l'usure d'une famille politique. Je crois à l'usure de chacune ou de chacun d'entre nous, car les gens sentent parfaitement quand on y va par habitude ou quand on y va parce qu'on a vraiment envie d'y aller.

Cette règle vaut pour le président de la République et elle vaut pour le délégué cantonal du plus petit canton de France.

A chaque fois qu'on oublie ces règles, on a des désillusions dans les élections partielles. Voilà la réalité !

Mes chers amis,

J'aurais tant d'autres choses à vous dire.

Ce n'est pas tous les jours que j'ai le plaisir de venir devant le Congrès de l'UMP. Je sais que ça change les habitudes.

Il y en a tellement qui aimeraient que je ne sois pas invité par mes adversaires et que j'oublie mes amis. Franchement, avec ça, je risque de m'ennuyer rapidement.

Je voudrais terminer en vous disant ceci : le rendez-vous des européennes est essentiel pour notre pays, pour la France.

Avec François Fillon, avec le gouvernement, on a tout fait pour remettre la France au coeur de la vie européenne. Sans arrogance, car l'arrogance ne sert à rien.

L'Europe a besoin que les grands pays prennent des initiatives, et la France est un grand pays.

Ces élections européennes auront lieu dans moins de six mois.

Je voudrais tellement convaincre chaque parlementaire, chaque maire, chaque élu que c'est son devoir et son intérêt de s'engager.

On ne peut pas se permettre de faire comme si ces élections n'existaient pas.

Rien ne se décide plus en Europe sans le Parlement européen. Je l'ai vu comme président de l'Europe pendant six mois.

Cette Europe, il faut, Michel, il faut, Rachida, et tous les candidats avec vous, avec Joseph Daul, le président de notre groupe, le PPE, il faut que vous continuiez à exiger que l'Europe change.

Nous avons montré, avec la présidence française, que l'Europe pouvait changer, que l'Europe pouvait protéger, que l'Europe pouvait agir, que l'Europe pouvait vouloir.

Votre rôle, dans cette campagne européenne, ce sera de porter ce message.

L'Europe sera ce que nous voudrions qu'elle soit.

Et nous voulons une Europe politique, une Europe forte, une Europe qui défende nos idées. Cette Europe, nous avons commencé à la faire bouger. C'est à vous maintenant de reprendre le flambeau et de continuer à la faire bouger.

C'est ça, la ligne du combat politique que nous attendons de vous, dans les élections européennes.

Et si vous démontrez qu'on est capables de faire changer l'Europe, alors vous démontrerez aux Français qu'on est dignes de faire changer la France.

Mes chers amis,

Qu'il me soit permis de vous dire que, pour moi, venir ici en ce samedi après-midi, ce n'était pas une obligation, ce n'était pas un devoir, c'était tout simplement la joie d'un ami qui retrouve sa famille.

Merci !